

Secrétariat général du
gouvernement

Direction des Associations
et des Professions Réglementées
N° SGG/DAPR
CIRCULAIRE N°3/2005

A

**MESSIEURS LES WALIS ET GOUVERNEURS
DES PREFECTURES ET PROVINCES
DU ROYAUME**

Objet: l'entrée en vigueur des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'équivalence des diplômes de pharmacien et de chirurgien dentiste délivrés par des établissements étrangers.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les dispositions de la loi n°34-99 promulguée par le dahir n° 1-02-299 du 03 Octobre 2002 modifiant le dahir n°1-59-367 du 21 chaâbane 1379 (19 février1960) portant réglementation de l'exercice des professions de pharmacien, chirurgien dentiste, herboriste et qui exige à compter du 1^{er} Janvier 2006 que nul ne peut être autorisé à exercer la profession de pharmacien, chirurgien dentiste et sage femme s'il n'est titulaire d'un diplôme national délivré par l'une des facultés marocaines **ou d'un diplôme ou titre reconnu équivalent.**

Ainsi, tout candidat à l'exercice de l'une des professions précitées, titulaire d'un diplôme délivré par un établissement étranger est tenu de demander, préalablement au dépôt de son dossier auprès de l'autorité locale compétente, l'équivalence de son diplôme.

Cette équivalence est prononcée par l'autorité gouvernementale chargée de l'enseignement supérieur conformément aux dispositions du décret n° 2-01-333 du 28 rabii I 1422 (21 Juin 2001) relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des équivalences de diplômes de l'enseignement supérieur et du décret n° 2-99-734 du 2 chaâbane 1423 (9 Octobre 2002) pris pour l'application des dispositions du dahir n° 1-59-367 sus visé.

En conséquence, tout dossier de demande d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien ou de chirurgien dentiste doit impérativement comprendre, outre les pièces constitutives prévues par ma circulaire n° 2 SGG/AG/2 du 11 Décembre 1998, une copie de l'arrêté prononçant l'équivalence du diplôme en question.

Tout dossier ne comportant pas copie dudit arrêté devra être rejeté par vos services compétents.

Afin de garantir une bonne application des dispositions législatives et réglementaires sus-mentionnées et pour éviter, éventuellement, tout litige, Messieurs les Walis et Gouverneurs sont priés de donner leurs instructions aux services relevant de leur compétence en vue de veiller à la stricte application de la présente circulaire.